

# Déclaration Préalable

## CNAS DU 9 AVRIL 2026

Mme la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les représentants de l'administration,

Ce jour, nous nous réunissons pour la première commission nationale d'action sociale 2026 afin d'évoquer le rapport de la mission IGA sur la restauration, les points vus en GT ainsi que le budget. C'est avec une conviction profonde qu'Un1té MI FO est intervenue à de nombreuses reprises pour demander une véritable politique d'action sociale à la hauteur des enjeux actuels, des besoins de nos collègues, ainsi que la continuité des travaux engagés afin de permettre d'avancer sur ces sujets.

Même si nous constatons des augmentations budgétaires concernant les programmes 216 et 176, nous relevons malheureusement toujours la nécessité d'abondements supplémentaires ainsi que l'insuffisance du budget prévisionnel.

Le sujet de l'harmonisation de la restauration pourra peut-être nous permettre de comprendre où se situe le problème.

Nous rappelons que le pilotage de la restauration, au moyen d'outils adaptés, est essentiel. Il est nécessaire d'harmoniser la restauration via une instruction. Nous savons que, pour les services de la SDASAP, cela constituera un enjeu important et déterminant pour les budgets à venir.

Ce sujet, qui nous intéresse particulièrement et que nous évoquons depuis des mois, nécessite une connaissance précise de la cartographie des zones blanches, ainsi que le recensement des ESR et des conventions en cours.

Le rapport de l'IGA montre bien l'ampleur du travail à venir en matière de restauration. Cela passe par le dialogue social, et Un1té MI FO espère qu'il sera réellement pris en compte afin d'aboutir à des solutions concrètes. En tout état de cause, notre fédération Un1té MI FO continuera à participer aux groupes de travail comme elle l'a toujours fait.

La dématérialisation des coupons de restauration a été lancée, et le marché est en cours, avec un CCTP réalisé préalablement à un bilan de l'expérimentation Open Eat, d'où notre demande d'un dialogue social tout au long du processus, comme le préconise d'ailleurs la mission IGA.

Par ailleurs, même si le point sur les GT enfance-famille n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui, la situation de l'enfance mérite toute notre attention. De nombreux parents sont dans l'impossibilité de trouver des solutions adaptées pour la garde de leurs enfants, en particulier ceux ayant des horaires de travail atypiques. C'est intolérable ! Il est urgent de créer un véritable réseau de crèches accessibles à tous, sans exception. Il ne s'agit pas seulement d'une question de garde, mais de garantir un environnement sain et sécurisé pour nos enfants, dans lequel ils pourront s'épanouir. Cette demande doit être une priorité.

Mais cela ne s'arrête pas là. L'accès au logement constitue une autre urgence majeure et représente un enjeu essentiel pour l'attractivité de notre ministère. Il est inacceptable que des collègues rencontrent de telles difficultés pour se loger et que des disparités existent entre les différents périmètres du ministère.

De même, la médecine de prévention, qui pourrait être un véritable levier pour éviter de nombreuses souffrances et dépenses à l'avenir, est actuellement sous-dimensionnée. Nous devons d'urgence lui allouer des moyens humains et matériels.

Ainsi, tous ces objectifs ambitieux nécessitent un financement à la hauteur des défis. Il est indispensable que le budget alloué à l'action sociale soit significativement augmenté et que nous cessions de rogner sur les moyens accordés.

Nous avons tous un rôle fondamental à jouer pour une action sociale ambitieuse, qui réponde aux besoins réels des collègues de tous les périmètres du ministère de l'Intérieur. Nous devons défendre une action sociale à la hauteur des défis sociaux actuels, et cela passe par des mesures concrètes, efficaces et correctement financées.

Je vous remercie pour votre écoute et vous demande d'annexer cette déclaration au procès-verbal de l'instance.